

# Décrets, arrêtés, circulaires

## TEXTES GÉNÉRAUX

### MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

#### Arrêté du 22 juillet 2020 définissant les zones exposées au phénomène de mouvement de terrain différentiel consécutif à la sécheresse et à la réhydratation des sols argileux

NOR : TREP2019233A

*Publics concernés : tout public.*

*Objet : définition des zones exposées au phénomène de mouvement de terrain différentiel consécutif à la sécheresse et à la réhydratation des sols argileux.*

*Entrée en vigueur : les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur le lendemain de sa publication.*

*Notice : le présent arrêté définit les zones exposées au phénomène de mouvement de terrain différentiel consécutif à la sécheresse et à la réhydratation des sols argileux où s'appliquent les dispositions prévues aux articles L. 112-20 et suivants du code de la construction et de l'habitation destinées à prévenir le risque de mouvement de terrain causé par ce phénomène.*

*Références : le présent arrêté peut être consulté sur le site Legifrance (<https://www.legifrance.gouv.fr>).*

La ministre de la transition écologique et la ministre déléguée auprès de la ministre de la transition écologique, chargée du logement,

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L. 112-20 et R. 112-5 ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de la construction et de l'efficacité énergétique en date du 16 avril 2019,

Arrêtent :

**Art. 1<sup>er</sup>.** – L'exposition des formations argileuses au phénomène de retrait-gonflement, mentionnée à l'article R. 112-5 du code de la construction et de l'habitation, est évaluée en prenant en compte les critères suivants :

a) la nature lithologique des matériaux dominants dans la formation : elle permet de distinguer les terrains essentiellement argileux des terrains où l'argile est minoritaire (hétérogénéité) et tient compte de l'épaisseur de la formation ;

b) la composition minéralogique de la phase argileuse : les phénomènes de retrait-gonflement s'expriment préférentiellement en présence de certains minéraux argileux dont la présence et la proportion sont évaluées ;

c) le comportement géotechnique du matériau : il est apprécié à partir de la proportion d'éléments fins (granulométrie), de l'étendue de son domaine plastique, de sa capacité d'adsorption et de l'importance des variations de volume tant en retrait (assèchement) qu'en gonflement (humidification).

**Art. 2.** – I. – La carte annexée au présent arrêté définit les zones exposées au phénomène de mouvement de terrain différentiel consécutif à la sécheresse et à la réhydratation des sols en application de l'article R. 112-5 du code de la construction et de l'habitation.

II. – Pour l'application des articles L. 112-20 à L. 112-25 du code de la construction et de l'habitation, les zones qui sont considérées comme exposées au phénomène de mouvement de terrain différentiel consécutif à la sécheresse et à la réhydratation des sols sont celles dont l'exposition à ce phénomène est identifiée comme moyenne ou forte.

**Art. 3.** – La carte est disponible sur le site Géorisques (<http://www.georisques.gouv.fr/>).

**Art. 4.** – Le directeur général de la prévention des risques et le directeur de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 22 juillet 2020.

*La ministre de la transition écologique,*

Pour la ministre et par délégation :

*Le directeur général  
de la prévention des risques,*

C. BOURILLET

*Le directeur de l'habitat,  
de l'urbanisme et des paysages,*

F. ADAM

*La ministre déléguée  
auprès de la ministre de la transition écologique,  
chargée du logement,*

Pour la ministre et par délégation :

*Le directeur de l'habitat,  
de l'urbanisme et des paysages,*

F. ADAM

# Décrets, arrêtés, circulaires

## TEXTES GÉNÉRAUX

### MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Arrêté du 22 juillet 2020 définissant les zones exposées au phénomène de mouvement de terrain différentiel consécutif à la sécheresse et à la réhydratation des sols argileux (*rectificatif*)

NOR : TREP2019233Z

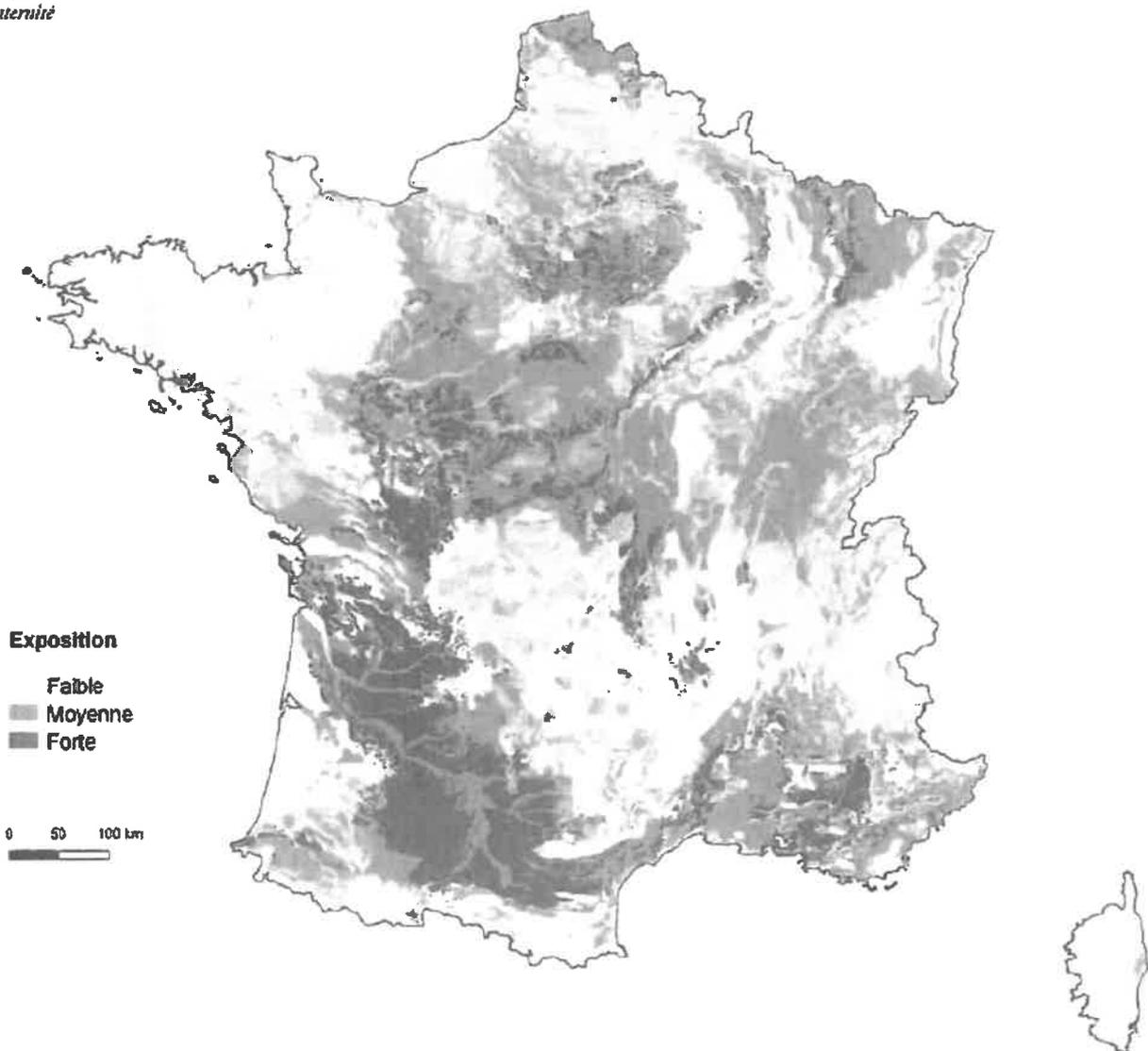
Rectificatif au *Journal officiel* du 9 août 2020, texte n° 2, rétablir l'annexe de l'arrêté ainsi qu'il suit :



**MINISTÈRE  
DE LA TRANSITION  
ÉCOLOGIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Carte d'exposition des formations argileuses  
au phénomène de mouvement de terrain différentiel  
consécutif à la sécheresse et à la réhydratation des sols**



## SAINT-CEZAIRE-SUR-SIAGNE

### I<sub>1</sub> – GAZ

**Servitudes relatives à la maîtrise de l'urbanisation autour des canalisations de transport de gaz, d'hydrocarbures et de produits chimiques et de certaines canalisations de distribution de gaz**

#### Textes de réglementation générale

- Articles n° L. 151-43, L.152-7, R. 151-51 et R. 161-8 du code de l'urbanisme,
- Articles L. 555-16, R. 555-30 b), R. 555-30-1 et R. 555-31 du code de l'environnement,
- Arrêté du 5 mars 2014 modifié définissant les modalités d'application du chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement et portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques.

#### Limitation au droit d'utiliser le sol

Outre les dispositions du code de l'environnement prévoyant l'interdiction par l'autorité compétente en matière d'urbanisme de procéder à l'ouverture ou l'extension de tout type d'urbanisation à proximité d'une canalisation de transport en service susceptible de créer des risques, notamment d'incendie, d'explosion ou d'émanation de produits toxiques, menaçant gravement la santé ou la sécurité des personnes, les dispositions suivantes reprises par l'arrêté préfectoral du 09 août 2016 sont applicables.

#### – SUP 1 :

Correspondant à la zone d'effets létaux en cas de phénomène dangereux de référence majorant au sens de l'article R.555-10-1 du Code de l'Environnement, ce périmètre figure sur le plan des servitudes.

La délivrance d'un permis de construire relatif à un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou à un immeuble de grande hauteur est subordonnée à la fourniture d'une analyse de compatibilité ayant reçu l'avis favorable du transporteur ou, en cas d'avis défavorable du transporteur, l'avis favorable du préfet rendu au vu de l'expertise mentionnée au III de l'article R. 555-31 du CE. L'analyse de compatibilité est établie conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 05 mars 2014 susvisé,

Lorsque l'analyse de compatibilité prévoit des mesures particulières de protection de la canalisation, le maire ne peut autoriser l'ouverture de l'établissement recevant du public ou l'occupation de l'immeuble de grande hauteur qu'après réception d'un certificat de vérification de leur mise en œuvre effective fourni par le transporteur concerné,

#### – SUP 2 :

Correspondant à la zone d'effets létaux en cas de phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R.555-10-1 du code de l'environnement.

L'ouverture d'un établissement recevant du public, hors extensions d'établissements recevant du public existants, susceptible de recevoir plus de 300 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur est interdite,

#### – SUP 3 :

Correspondant à la zone d'effets létaux significatifs en cas de phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R.555-10-1 du code de l'environnement.

L'ouverture d'un établissement recevant du public, hors extensions d'établissements recevant du public existants, susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur est interdite.

**SAINT-CEZAIRE-SUR-SIAGNE****I<sub>1</sub> – GAZ**

**Servitudes relatives à la maîtrise de l'urbanisation autour des canalisations de transport de gaz, d'hydrocarbures et de produits chimiques et de certaines canalisations de distribution de gaz**

*Personne ou service à consulter*

- GRTgaz – DO – PERM  
Équipe travaux tiers et urbanisme  
10 rue Pierre Semard  
CS 50 329  
69 363 LYON Cedex 07  
urbanisme-rm@grtgaz.com

Désignation des ouvrages	Date des arrêtés préfectoraux
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Canalisations de transport               <ul style="list-style-type: none"> <li>• ANTENNE DE CANNES :                   <ul style="list-style-type: none"> <li>→ SUP 1 : 80 mètres</li> <li>→ SUP 2 : 5 mètres</li> <li>→ SUP 3 : 5 mètres</li> </ul> </li> <li>• ARTERE DE PROVENCE (enterrée) :                   <ul style="list-style-type: none"> <li>→ SUP 1 : 150 mètres</li> <li>→ SUP 2 : 5 mètres</li> <li>→ SUP 3 : 5 mètres</li> </ul> </li> <li>• ARTERE DE PROVENCE (aérien) :                   <ul style="list-style-type: none"> <li>→ SUP 1 : 150 mètres</li> <li>→ SUP 2 : 13 mètres</li> <li>→ SUP 3 : 13 mètres</li> </ul> </li> </ul> </li> <li>- Installations annexes               <ul style="list-style-type: none"> <li>• ST-CEZAIRE-SUR-SIAGNE COUP SECT CPT PD DP :                   <ul style="list-style-type: none"> <li>→ SUP 1 : 85 mètres</li> <li>→ SUP 2 : 6 mètres</li> <li>→ SUP 3 : 6 mètres</li> </ul> </li> </ul> </li> <li>- Canalisations de distribution               <ul style="list-style-type: none"> <li>• Toutes canalisations existantes.</li> </ul> </li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Conventions amiables/Arrêtés préfectoraux (DUP)</li> <li>- Arrêté préfectoral n° 2016-15198 du 09/08/2016 (zones de danger)</li> </ul>

## SAINT-CEZAIRE-SUR-SIAGNE

### I<sub>3</sub> – GAZ

#### Servitudes relatives à l'établissement des canalisations de transport de gaz, d'hydrocarbures et produits chimiques

##### Textes de réglementation générale

- Articles n° L. 151-43, L.152-7, R. 151-51 et R. 161-8 du code de l'urbanisme,
- Articles n° L. 433-5 à L. 433-11 du code de l'énergie,
- Articles n° L. 555-16 et L. 555-27 à L. 555-29, articles n° R. 555-30 à R. 555-36 du code de l'environnement,\*
- Ordonnance n° 2015-1174 du 23 septembre 2015,
- Décret n° 67-886 du 6 octobre 1967 (article 1),
- Décret n° 2015-1783 du 28 décembre 2015,
- Décret n°2017-1557 du 10 novembre 2017 (article 3),
- Arrêté du 5 mars 2014 modifié définissant les modalités d'application du chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement et portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques.

##### Limitation au droit d'utiliser le sol et servitudes d'implantation et de maintenance

- Les ouvrages ont été déclarés d'utilité publique. Des conventions de servitudes amiables ont été signées à la pose des canalisations avec les propriétaires des parcelles traversées.
- Dans le cas général, est associée aux ouvrages, une bande de servitude, libre de passage (non constructible et non plantable) pouvant aller jusqu'à 15 mètres de largeur totale.

Dans cette bande de terrain (zone non aedificandi et non sylvandi) aussi appelée « *bande étroite* » ou « *bande de servitudes fortes* », GRTgaz est autorisé à enfouir dans le sol les canalisations avec les accessoires techniques nécessaires à leur exploitation ou leur protection, à construire en limite de parcelle cadastrale les bornes de délimitation et les ouvrages de moins d'un mètre carré de surface nécessaires à leur fonctionnement et à procéder aux enlèvements de toutes plantations, aux abattages, essartages et élagages des arbres et arbustes nécessités pour l'exécution des travaux de pose, de surveillance et de maintenance des canalisations et de leurs accessoires.

Dans cette bande, les constructions, la modification du profil du terrain, les plantations d'arbres ou arbustes potentiellement de plus de 2,7 mètres de hauteur et toutes pratiques culturales dépassant plus de 0,6 mètre de profondeur sont interdites. De même, la pose de branchements en parallèle à la canalisation dans la bande de servitude est interdite.

- Dans une bande appelée également « *bande large* » ou « *bande de servitudes faibles* », dans laquelle est incluse la bande étroite, GRTgaz est autorisé à accéder en tout temps au dit terrain notamment pour l'exécution des travaux nécessaires à la construction, l'exploitation, la maintenance et l'amélioration continue de la sécurité des canalisations. Cette bande peut aller jusqu'à 40 mètres.

**SAINT-CEZAIRE-SUR-SIAGNE****I<sub>3</sub> – GAZ****Servitudes relatives à l'établissement des canalisations de transport de gaz, d'hydrocarbures et produits chimiques***Personne ou service à consulter*

- GRTgaz – DO – PERM  
Équipe travaux tiers et urbanisme  
10 rue Pierre Semard  
CS 50 329  
69 363 LYON Cedex 07  
urbanisme-rm@grtgaz.com

Désignation des ouvrages	Dates des arrêtés de DUP propres à chacun
<ul style="list-style-type: none"><li>– Canalisations de transport<ul style="list-style-type: none"><li>• ANTENNE DE CANNES DN 250</li><li>• ARTERE DE PROVENCE (enterrée) DN 400</li><li>• ARTERE DE PROVENCE (aérien) DN 400</li></ul></li><li>– Installations annexes<ul style="list-style-type: none"><li>• ST-CEZAIRE-SUR-SIAGNE COUP SECT CPT PD DP</li></ul></li><li>– Canalisations de distribution<ul style="list-style-type: none"><li>• Toutes canalisations existantes.</li></ul></li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>– Conventions amiables/Arrêtés préfectoraux (DUP)</li><li>– Arrêté préfectoral n° 2016-15198 du 09/08/2016 (zones de danger)</li></ul>